

## Communauté et modernisation

Dominique Mathieu\*

Communauté, développement, modernisation, ces notions équivoques introduisent plus d'imprécisions qu'elles n'aident à déchiffrer une réalité en évolution. Pour la cerner, la recherche sur les milieux ruraux les plus reculés doit envisager tous les liens tissés entre société locale et société nationale, les facteurs d'exclusion et ceux d'intégration, admettre certes que les "communautés" indigènes disposent d'une certaine autonomie culturelle, d'une vision du monde commune et distincte d'autres visions concurrentes, mais que cette vision est elle-même située dans un rapport de subordination à la société nationale et le plus souvent défavorable. Pour les communautés dominées, ce rapport organise l'ordre symbolique en ordre culturel légitime; à son contact l'ordre culturel "local" prend par ailleurs souvent des formes misérabilistes. Ce n'est donc qu'au prix d'un surcroît de vigilance que les études monographiques nous aident à mettre en lumière précisément les tensions issues des processus dits de modernisation.

Les bilans de type économiciste ou comptable qui mettent en rapport le plan de développement, les prévisions et les résultats pour conclure fréquemment que l'on est loin des bénéfices escomptés ne nous renseignent pas sur la réalité des processus, l'hétérogénéité des situations. Ils ne nous permet-

tent pas non plus de comprendre pourquoi l'idée même de modernisation n'est pas recevable par tous, pourquoi elle n'est pas "intéressante" pour tous. De fait, l'utilisation des indicateurs "macro" (scolarisation, accès à l'eau courante, l'électricité, niveaux de revenus, comportement démographique...) nous éclaire davantage sur l'appareil d'État, sa puissance d'intégration et le développement de la statistique nationale que sur l'état des populations. Structures en crise, fin de l'hégémonie de la domination traditionnelle, émigration, etc., les transformations sont perceptibles et nombreuses mais mal décrites par les notions de modernisation ou de développement qui postulent si ce n'est l'universalité du progrès, du moins son caractère univoque. Aussi l'étude des sociétés locales en crise sous la pression de l'extension des échanges monétaires et de la pénétration croissante de l'État (sous la forme d'équipements et d'institutions comme l'école, santé, voirie, programmes de développement ou d'incitation...) doit-elle répondre aux problèmes soulevés par la théorie en faisant appel aux incontournables études empiriques.

Pour éclairer ces faits sociaux analysés tour à tour, au gré des théories et des modes, en termes de politiques de développement, de luttes de classes ou de mouvement social, nous partirons d'un travail empirique réalisé dans la Huasteca, au nord de l'État de Puebla. Le village choisi l'a été non en fonction d'une quelconque représentativité, mais bien plutôt parce qu'il a été la cible de nombreux

\* Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS).  
dmathieu@univ-tlse2.fr

programmes de "développement" émanant tant de l'État que d'ONG. Cette particularité, cependant, ne nous autorise pas à écarter ce "cas du possible" comme exceptionnel mais doit, au contraire, nous permettre d'apporter des éclaircissements sur les processus en œuvre et, nous le verrons, certaines spécificités des formes d'organisation sociale de la communication et donc du pouvoir.

### Paysannerie traditionnelle et cultures commerciales

Situé dans une région de montagne, la Sierra Norte de Puebla, le village fait partie d'un ensemble qui constitua une "zone de refuge" après la conquête, supportant de fortes densités de population (de 100 à 500 h/km<sup>2</sup>) malgré les difficultés de mise en valeur, ce qui contribue à le distinguer des régions voisines du haut plateau et de la plaine côtière. La petite propriété, qui est caractéristique de la région, se constitue dès le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle par la distribution du *fundo legal* aux Indiens et se consolide ensuite par la création des municipalités indigènes, phénomène qui tend à freiner l'expropriation paysanne. Le Porfiriat amène, ici comme dans toute la République, de profonds bouleversements du système de production. On assiste alors, en effet, à une poussée de l'intégration régionale comme en témoigne l'ouverture de la ligne de chemin de fer Puebla-San Juan de los Llanos (Libres), en 1883. Cette intégration spatiale renforce l'intégration économique de la Sierra Norte de Puebla puisque les premières scieries industrielles s'y établissent et que le café y est introduit. Quand, à partir de la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle, les services publics se densifient ou arrivent finalement dans la région (écoles puis dispensaires...), de nouveaux liens se tissent avec le reste du pays; la mort recule et la croissance démographique remet en cause une organisation rurale qui n'est plus en mesure de répondre aux besoins de la nouvelle génération.

La région connaît alors émigration, révoltes paysannes, et paupérisation croissante de la population; autant de problèmes sociaux qui, à l'époque de la forte croissance économique liée au boom pétrolier, peuvent trouver des solutions partielles. Jusqu'en 1981, les flux financiers permettent d'intervenir massivement dans les zones dites marginales; dans la région, ils ont été successivement mis

en place les Plans Puebla, le PRONDAT, le Plan Zacapoaxtla (vaste programme incluant un Programme d'Investissement pour le Développement Rural -PIDER-, cf. G. Gómez González 1981, M. Edelman 1980) et plus récemment, le Programme National de Solidarité (Pronasol).

Cette intervention de l'État, qui a pour conséquence naturelle d'accroître son contrôle sur la région, doit passer par le remaniement, à l'échelon local, de la formation sociale pour que son action ait une certaine efficacité. L'implantation de nombreuses organisations rurales modernes met fin à un système dominé par la relation accapareurs-notables locaux/paysans, et permet l'apparition d'un nouveau système coexistant avec l'ancien et fondé sur une relation directe État/paysans dans laquelle les institutions étatiques jouent un rôle de médiateur au niveau local. Ce nouveau rôle de l'État lui permet d'une part de contrôler directement le prélèvement fait sur l'agriculture et d'autre part de capter le vote paysan, grâce à une constante négociation -parfois difficile- avec la paysannerie organisée en coopératives.

Le système paysan traditionnel repose sur une polyculture de subsistance où les productions domestiques jouent un rôle important. Ici, comme ailleurs, les produits de basse-cour, du jardinage et du "maraîchage tropical" constituent souvent une grande partie de la production domestique, surtout s'ils sont à la base de l'échange monétarisé des ouvriers agricoles ou des plus petits propriétaires ce qui leur permet un minimum d'achats de biens de consommation. Ce que j'appellerai le "maraîchage tropical", est, quant à lui, spécifique à cette partie de la Sierra Norte de Puebla où, associant des cultures maraîchères aux autres types de production, il fait partie intégrante du système de production paysan. Ainsi le maïs est parfois complanté de haricots ou associé à certaines légumineuses (comme le *kuajsot*, *jicama*), tandis que le caféier est lui associé à de nombreuses espèces d'arbres lui servant d'ombrage, dont une gamme étendue d'arbres fruitiers (comme les *zapotes*, les orangers, les bananiers, les manguiers, les papayers etc.), mais aussi à des plantes ornementales (*chamaki*, *Heliconia bihai*...), médicinales (*eskakuouit*, *sangre de grado*, *Croton draco*...), arbres utiles à la construction ou à la confection d'outils (*Cedrela odorata*, *Quercus corrugata*...). À ces plantes s'ajoutent de nombreuses espèces protégées, semi-cultivées, cueillies au gré du calendrier agricole, notamment les *kilit*, plantes vertes comestibles. Ce "maraîchage tropi-

cal", pratique traditionnelle nahua (que l'on retrouve chez les Totonèques ou les Teenek de la Huastèque), de la région est particulièrement menacé par les différentes "modernisations" affectant le système de production: recul des cultures d'autosubsistance au profit des cultures de marché, expansion des caféiers "technologisés" (suppression des arbres associés et diminution des arbres d'ombrage, plus grande utilisation de l'engrais) au détriment des caféiers "paysans", introduction de cultures maraichères nouvelles reléguant les espèces locales (*kilit*) au statut de nourriture des pauvres.

À un niveau plus général, ce que fait ressortir l'analyse du système agraire et de son évolution, c'est la coexistence de deux systèmes de production dans ce village nahua: l'un traditionnel, l'autre plus récent et pratiqué par un groupe restreint et aisément identifiable. Le système de production de la paysannerie traditionnelle est caractérisé par la combinaison (variant selon l'étendue de la petite propriété) d'une production de maïs auto-consommé et de productions, qui, tout en étant elles aussi partiellement consommées, ont pour finalité essentielle l'échange (ce qui est le cas des productions de jardin -*kalikanpa*-, des divers produits de la cueillette -plantes semi-cultivées-, des productions fruitières ou industrielles comme le café). Ce système paysan de culture, qui tend à répartir les risques sur plusieurs types de productions, est un gros utilisateur du système d'entraide collective (*mano vuelta*), qui lui convient bien, puisqu'il constitue une solution à certains problèmes en dehors de toute circulation monétarisée. À ce système, un autre est venu se superposer, pratiqué par une poignée de quasi-agriculteurs. Ces quelques familles, qui ont abandonné les cultures auto-consommées et se livrent à la production de fruits tropicaux, poivre, cannelle, vanille ou café (parfois même en monoculture) destinée aux marchés nationaux et internationaux, possèdent le monopole des animaux de reproduction, le quasi-monopole des animaux de charge et ont également plus souvent recours au travail salarié.

Notons au passage que la distribution des denrées de base, et notamment du maïs à des prix subventionnés dans les magasins coopérativistes ou d'État, peut être vue comme une mesure sociale: elle profite effectivement aux plus démunis, ceux des villes comme ceux des campagnes. Fruit des revendications populaires, elle peut également être présentée comme une politique anti-émeute ou de baisse du coût de la reproduction de la force de

travail; il est surtout important de signaler que cette distribution subventionnée de denrées de base a pour effet de porter un coup au système paysan traditionnel et l'on peut y voir un puissant levier du développement de la monoculture, mais aussi, et c'est une transformation fondamentale, d'une extension de l'échange de type capitaliste-monnaire qui bouleverse le taux de l'échange de l'économie locale. L'importance de l'introduction du calcul de rentabilité (produire ou ne pas produire du maïs qui revient plus cher que celui que l'on peut acheter dans les magasins Conasupo, commencer à évaluer le prix de revient de son temps de travail...) a été maintes fois soulignée; rappelons qu'il accompagne la déstructuration non seulement de la valeur d'échange du commerce local (comprenant donc, outre les denrées, les services, comme celui de la *mano vuelta*, et toute l'économie du don et du contre-don) mais aussi de la "diplomatie", selon l'expression de M. Sahlins, des relations sociales traditionnelles. Sans y voir un rapport d'antériorité ou de hiérarchie des "instances" (car enfin, qui était première, la pénétration des agents de l'État, celle du système capitaliste, la transformation des élites locales?...), force est de constater que la déstructuration de l'économie et du commerce traditionnels remet en cause la forme de l'organisation sociale locale ainsi que celle de la "diplomatie" et du pouvoir, et cela bien que certaines structures de l'organisation passée perdurent sous d'autres formes, parfois réduites à une simple manifestation folklorique.

### Communauté et différenciation sociale

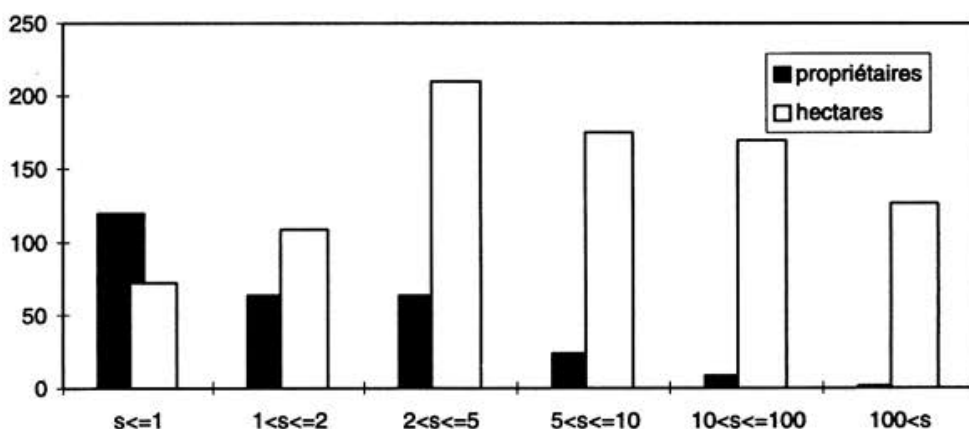
La déstructuration du système paysan "traditionnel" liée à l'apparition d'un nouveau système de production n'explique donc pas la totalité des transformations de ce village nahua. Une étude de la différenciation socio-spatiale permet de comprendre quels autres facteurs sont à même de rendre compte de ces transformations et de l'existence d'une différenciation sociale assez nette malgré les puissants mécanismes visant à en masquer la réalité (telles les charges religieuses) qui survivent dans cette région. Cette mise en lumière devrait nous autoriser à relativiser l'importance du rôle que joue l'agriculture dans les transformations récentes de l'organisation rurale; nous verrons d'ailleurs à cette occasion que l'inégale distribution de la terre (voir

schéma) n'est plus le seul fondement de la différenciation sociale, dans la mesure où la terre est de moins en moins la seule occupation génératrice de ressources et donc de pouvoir d'organisation.

*Schéma - Distribution de la terre.*

Lors de notre enquête, 1 400 personnes se répartissaient dans 291 foyers occupés dont le nombre d'habitants pouvait varier de 1 à 13 individus, ce qui fait de San Miguel Tzinacapan l'un des villages les plus importants du municipe de Cuetzalan (avec Yancuitlapan et Yohualichan). Elle n'a porté que sur l'habitat groupé du village laissant ainsi hors étude les fermes isolées (*ranchos*) et les lieux-dits. Les limites administratives –le village est divisé en 2 sections– ne sont pas dénuées de toute signification ni de tout effet: elles recoupent ou accompagnent une hiérarchisation socio-spatiale. Ainsi la première section concentre la quasi-totalité des diverses infrastructures et services, dont le village a été doté par les interventions successives de l'État et d'une ONG.<sup>1</sup> Toutefois, à l'intérieur de ces limites se déploie une autre organisation de l'espace, plus proche du vécu des familles de San Miguel qui utilisent fréquemment les toponymes comme patronymes, et comme référence spatiale permanente. Ce ne sont pas moins de 40 noms de lieux que l'on peut identifier dans les différents documents de recensement pour l'espace villageois. Chaque toponyme évoque clairement l'endroit qu'il désigne et la quasi-totalité décrit le milieu naturel, d'une manière ou d'une autre.

Les différenciations territoriales que l'on peut observer à l'échelle du village sont l'indice d'une différenciation sociale et elles nous poussent à rechercher, au delà du discours sur l'indifférenciation communautaire, les moteurs de celle-ci. Sans se prononcer sur l'état réel d'une plus ou moins profonde indifférenciation sociale passée, l'analyse des facteurs actuels d'introduction ou d'approfondissement de divisions économiques et sociales doit nous permettre de comprendre avec plus de finesse les transformations que l'on regroupe habituellement sous le faux concept de "modernisation". Une telle analyse est certainement délicate à mener à bien par les techniques d'observation habituelles de l'anthropologie. Ces techniques pourraient capter,



avec un peu de temps, la fonctionnalité du discours local sur l'égalité communautaire ("nous sommes tous d'humbles paysans indiens") et mettre à jour un autre type de discours où se mêlent aigreur, ressentiment et envie des plus démunis. Toutefois l'inventaire plus ou moins systématique "d'actes culturels" doit être complété par la production de données suffisamment homogènes pour être soumises à un traitement statistique. Très fiable, bien que simple, un relevé systématique des différents types d'habitat corrélé à une enquête sur la possession de certains biens (terre, biens de consommation...) et à l'activité professionnelle nous servira d'indicateur, non seulement de la différenciation économique, mais aussi des transformations socio-économiques et culturelles du village<sup>2</sup>, et nous permettra d'identifier les stratégies familiales.

### L'habitat socialement différencié

Si, dans l'ensemble, les constructions demeurent modestes, l'on n'en observe pas moins de nettes différences qui font passer insensiblement du logis le plus précaire à celui où il ne manque rien du "confort urbain" que l'on peut trouver dans les bourgs avoisinants de Cuetzalan ou Zacapoaxtla. Ces différences, observables dès que l'on quitte le centre ou les rues principales du village, sont-elles d'apparition récente? Tout laisse à penser que l'inégalité face à l'habitat existe depuis fort longtemps. La maison en pierre de taille existe depuis toujours... de mémoire d'homme; une première distinction a donc été "maison légère" versus maison en pierre. Dès les années 50, l'on note la présence de sols en ciment, reflétant dans l'habitat l'accumula-

tion d'une certaine richesse. Ces maisons appartenaient aux villageois qui avaient réussi à se constituer un important patrimoine foncier et dont la culture rémunératrice était la canne à sucre. Travaillaient dans leurs plantations les journaliers qui, eux, vivaient dans un habitat précaire fait essentiellement de bois et de bambou. Une profonde modification architecturale a toutefois transformé la physionomie du village dans la seconde moitié des années 1970; l'ancienne distinction bois/pierre s'est complexifiée, tandis que les plus pauvres et/ou les plus traditionnels des villageois continuaient de vivre dans le même type de logis.

---

Les maisons les plus pauvres sont faites de planches grossièrement équarries, plus ou moins bien assemblées à l'aide de cordelettes, dont des feuilles de bananiers ou de plastique peuvent tenter de colmater les brèches. Leurs toits, souvent constitués de plaques de carton, sont à la merci des intempéries (*nortes*). Dans les intérieurs d'une seule pièce (parfois de 10 m<sup>2</sup>) prennent place un endroit pour cuisiner (le feu se faisant dans un foyer sans cheminée), les instruments de travail (féminins et masculins), les nattes pour dormir, ainsi qu'une famille pouvant compter jusqu'à 10 personnes et parfois des animaux de basse cour. Ce type d'habitat, sans matériaux "solides", représente 26% du total; il est surreprésenté dans la partie nord-ouest de la communauté, où il constitue près de 50% de l'habitat. En lui additionnant les maisons des types 3, 4 et 5 (voir la carte de l'habitat), on obtient le total des habitations dont le sol est en terre et cela représente 62% du village. Les maisons dont les murs sont partiellement "en dur" (pierre ou agglomérés), ayant un toit non cimenté et ne comptant qu'une ou deux pièces sont les plus nombreuses; à elles seules représentent un tiers des habitations du village.

---

### Ouvriers agricoles et pluriactivité paysanne traditionnelle

Dans les maisons les plus modestes vivent le plus souvent des ouvriers agricoles qui représentaient 26% des chefs de famille lors de l'enquête. Ces ouvriers agricoles continuent à vivre de la terre grâce à différentes cultures, dont celle du café de novembre à février, mais aussi en exerçant de nombreux petits métiers. Parmi ces activités non-agricoles, l'artisanat tient une place de choix. Ce ne sont pas moins de 85 villageois qui y dédient plus ou moins de temps; cependant, sur les 67 foyers (23%) où un membre au moins le pratique, nous devons

distinguer les familles où seules les femmes s'y occupent (27 foyers concernés dont 8 "habitat de catégorie supérieure") de celles où les hommes en font parfois leur occupation exclusive (41, avec seulement 3 "habitats améliorés"). Pour les femmes, tisser un châle (*rebozo*) ou confectionner un berceau (*huacal*) est une activité supplémentaire, dont on peut attendre une petite rentrée d'argent en dehors de la saison de la récolte du café (avec toutefois l'exception des veuves et célibataires pour lesquelles cette activité est parfois un moyen de subsister). À l'inverse, que l'homme pratique l'artisanat constitue un indice sûr de la précarité. L'artisanat est sans aucun doute une activité qui permet aux producteurs assurant mal leur subsistance de se maintenir dans leur village d'origine. Notons cependant que cette activité artisanale, complémentaire et même partie intégrante de l'activité paysanne, qui demandait et permettait une certaine autarcie communautaire, se trouve de plus en plus intégrée aux circuits économiques nationaux. Seule une faible part de la production est destinée à l'utilisation dans le village et, sous l'impulsion de la demande nationale, de nouveaux produits apparaissent. Les artisans s'organisent localement et la coopérative commercialise directement une partie de la production dans les grandes villes du Mexique central. Les créneaux traditionnels d'écoulement de la production subsistent pourtant: vente aux commerçants-grossistes de Cuetzalan à bas prix et celle, directe, plus rémunératrice mais plus aléatoire, aux touristes qui fréquentent Cuetzalan les fins de semaine.

De nombreux autres petits services jouent le même rôle, assurant plus ou moins bien la faible subsistance de quelques villageois. Les danseurs professionnels par exemple (qui sont chargés de préparer des groupes pour les fêtes -*quetzales, negritos, santiagos, migueles...*) ne sont pas toujours payés dans leur propre village, où la fête réclame un don de soi, et ne voient leur service rétribué que dans les gros bourgs métis (comme Cuetzalan). Bien qu'étant payé en nature, le guérisseur peut, si son habileté est reconnue, avoir accumulé une certaine richesse. Sa fonction lui vaut souvent prestige et crainte de la part des villageois.

Les familles les plus démunies économiquement le sont aussi, nous y reviendrons, socialement et face à l'institution scolaire. Bien que l'assistance à l'école ait tendance à s'étendre, l'absentéisme touche bien davantage les enfants des familles les plus pauvres. Sans découler d'un choix délibéré, le phénomène n'en a pas moins sa logique; on ne peut pas

dire que les "agents" aient eu accès à toute l'information nécessaire, ni même qu'une place leur soit réellement faite dans le système scolaire. Si infime soit-il, le coût que représente la scolarisation d'un enfant n'est jamais nul et peut même devenir rédhibitoire pour certaines familles qui se trouvent dans l'obligation d'acquiescer non seulement quelques fournitures mais des habits "décentes" et/ou un uniforme. Plus grave encore, l'école, comme cela a été le cas en d'autres temps et sous d'autres latitudes, en "immobilisant" un membre de la famille entre en conflit avec elle et ce d'autant plus que l'appoint que représente le travail des enfants (diverses cueillettes, vente d'artisanat, travaux aux champs...) est d'autant moins négligeable que la famille est pauvre.

---

L'amélioration de l'habitat passe par sa consolidation et toutes les situations intermédiaires existent: planches parfaitement ajustées sur une rangée de pierres (type même de la maison traditionnelle nahua dans cette partie de la Sierra); toit (à double pente, comme le précédent) plus robuste, en tuiles. Le rapport à l'espace lui-même change, les clôtures sont plus nombreuses, délimitant des lieux ainsi appropriés. Apparition de cloison intérieure ou même de cuisine attenante, au toit indépendant; le mobilier se diversifie; l'autel (que l'on retrouve dans toutes –ou presque– les maisons) laisse un coin libre sur la table; bancs et chaises ont trouvé leurs pieds... Construire un mur "en dur" est l'étape qui conditionne les autres améliorations et l'on ne trouve dans le village qu'une seule maison au sol en ciment qui ait conservé des parois en bois. L'habitat regroupé dans les catégories 3 à 6 est en voie d'amélioration et reflète une première accumulation mais surtout le choix de se fixer, traduisant ainsi une position moins précaire. La majeure partie des habitations améliorées (38% ont un sol en ciment) se situent le long de la route qui vient de Cuetzalan et autour du centre-ville. Seules quelques maisons appartenant aux membres de l'ONG installés récemment dans le village ont été construites intentionnellement dans les parties les moins riches du village. Les changements affectant l'habitat des hommes de San Miguel, qui se sont accélérés à partir des années 80, ne touchent cependant pas les "laissés-pour-compte".

---

Parmi les petits emplois qui permettent peu ou prou la survie de certains paysans sans terres, ou qui représentent le complément indispensable aux familles vivant du minifundio, la maçonnerie tient une place singulière. Elle exige en effet du "candidat" maçon une certaine aptitude à la mobilité car l'apprentissage passe le plus souvent par une émigration momentanée dans une ville de la meseta. Ici, comme ailleurs, le bâtiment représente à la fois une soupape pour les expulsés de la terre, un pre-

mier contact pour nombre de paysans avec la ville et en retour un lien important avec la société dominante. Qu'il soit minifondiaire, paysan sans terre, ou exclusivement maçon, l'apprentissage ou la pratique de son métier l'amène, tôt ou tard, pour une période plus ou moins longue, à séjourner hors de sa communauté. Là aussi, et bien que des réseaux d'entraide, familiaux le plus souvent, existent, les plus démunis, possédant mal ou pas du tout l'espagnol et ne sachant pas compter, sont davantage pénalisés et moins aptes à saisir l'opportunité d'un emploi au salaire horaire légèrement plus élevé que celui du journalier pour les débutants et pouvant aller jusqu'à deux ou trois fois le salaire de l'ouvrier agricole pour les maîtres maçons possédant outils et savoir-faire<sup>3</sup>. Quelques années d'école primaire, et donc l'acquisition de l'espagnol mais aussi une certaine compréhension des habitudes des métiers semblent être les conditions nécessaires à remplir par le candidat à l'émigration. Ce sont ces mêmes paysans-maçons que l'on retrouve dans les grandes villes et qui constituent le sous-prolétariat vivant dans les conditions les plus précaires, dormant sur les chantiers, spoliés par des contremaîtres d'autant moins scrupuleux que leur main d'œuvre se trouve en situation d'étrangers de l'intérieur.

---

La pierre ou les agglomérés permettent d'envisager la construction d'un toit de ciment qui, bien qu'en rupture totale avec le style architectural de la région, présente de nombreux avantages qui lui confèrent une importance croissante. Sur ce toit les paysans font sécher leurs productions (café, poivre...), disposant ainsi aisément d'une surface plane. Il autorise aussi un agrandissement futur de la maison par rajout d'un étage et ne nécessite pas l'entretien périodique des toits en tuiles. De plus, si sa réalisation demande un investissement assez important (achat de l'armature métallique, du sable et du ciment, car seul le gravier se concasse à partir de matériaux trouvés sur place), refaire un toit de tuiles à neuf signifie les mêmes dépenses. Ces améliorations de l'habitat, cette solidification qui permet de lutter contre la très grande humidité de la région, autorisent également l'achat d'articles ménagers; des postes de télévision ou des gazinières ont gagné environ 10% des foyers. C'est ainsi le début d'une chaîne d'acquisition de biens de consommation durables. Enfin, la présence de fenêtres, de portes métalliques vitrées de jardins uniquement ornementaux ou transformés en cour (cimentés) souligne les contacts passés ou actuels de membres de la famille avec la ville; nous avons là affaire à un habitat semblable à un habitat urbanisé.

### L'État employeur: une source de différenciation

Les cartes 2 et 3 montrent également la forte corrélation existant entre "bon" habitat et possession de plus de 5 ha de terres, ce qui n'est pas toutefois le seul facteur déterminant l'accumulation au sein de la famille. Ainsi, l'on observe quelques cas où des foyers possédant plus de 10 ha n'ont pas apporté d'améliorations à leur habitat et vivent dans une maison de type traditionnel ("simple", "fixé" et non précaire: type 3). L'extension de la culture du café n'est tout au plus que l'un des facteurs ayant permis une certaine accumulation depuis les années 70. De fait, l'on trouve dans 195 foyers, soit un peu plus de la moitié, une personne ayant une activité extra-agricole. Outre l'artisanat, ou d'autres petites activités telle que la livraison de bois de chauffage (*leñar*) et la maçonnerie, l'on recense une vingtaine d'emplois différents que l'on peut regrouper dans 7 catégories de revenus (voir le tableau récapitulatif des caractéristiques)<sup>4</sup>.

Parmi ces occupations non strictement agricoles, le commerce est certainement l'une des plus anciennes. "Un petit nombre de communautés indigènes ont vu se développer une couche de commerçants spécialisés; [...] le plus intéressant pour nous ici est la confirmation que certains villages indiens peuvent acquérir des caractéristiques de village métis et que l'opposition entre Indiens et métis ne correspond pas dans tous les cas à une opposition entre paysans et commerçants." (M.N. Chamoux 1981: 154).

De fait il faut distinguer les commerçants ayant pignon sur rue de ceux que l'on peut appeler ambulants. Ces derniers, souvent des femmes, parcourent les marchés et *tianguis* de la région pour des opérations d'achat-vente; les bénéfices qu'elles peuvent espérer en tirer dépendent essentiellement de leur habilité en matière de négoce. Le petit commerce de San Miguel est, quant à lui relativement varié. Du débit d'eau-de-vie à l'épicerie proposant une gamme assez variée de produits, 18 petits commerces impliquent près de 7% des foyers même si leurs chiffres d'affaire diffèrent fortement. S'il est vrai que, globalement, commerce et accumulation vont de pair (seules deux maisons de commerçants ne sont pas améliorées –type 3–) et que la plupart des réfrigérateurs du village leur appartiennent, le commerce n'est toutefois jamais la seule activité de la

famille. Presque toutes possèdent des terres, d'autres cumulent le commerce et l'exploitation d'un moulin électrique (qui épargne une partie du travail d'élaboration des *tortillas*). Plusieurs familles enfin cumulent la propriété de terres, le commerce tenu par la femme et un emploi d'instituteur pour le chef de famille. Ces familles de commerçants présentent un profil particulier: elles doivent nécessairement posséder un petit capital à investir et disposer en permanence d'un membre sachant compter et parler espagnol.

Il demeure que la pénétration accrue de l'État dans la région semble bien être l'un des facteurs les plus importants des transformations récentes, ne serait-ce que parce que la majeure partie des emplois salariés qui y ont été créés sont des emplois publics ou semi-publics, fruit de l'intervention, en cadrement de l'État. Ces emplois (73), qui concernent 66 foyers du village, permettent une certaine accumulation. Une profession, celle d'instituteur, mérite particulièrement notre attention du fait de la place qu'elle confère au sein de la collectivité. Dans le village lui-même, ce ne sont pas moins de 22 villageois instituteurs, enseignant sur place ou à l'extérieur, qui se répartissent dans 19 foyers et auxquels il convient d'ajouter 5 ou 6 professeurs d'un collège (*telesecundaria*) créé et géré en grande partie par l'ONG qui les recrute dans un réseau catholique de métiers urbains.

Peu d'entre eux (notamment lorsque mari et femme exercent la même profession) tirent de cet emploi la totalité de leurs revenus; la plupart en effet cumulent cette occupation, aux revenus stables, et d'autres, qu'ils disent être (pour certaines) plus lucratives; d'ailleurs, l'agriculture est, pour beaucoup, cette activité complémentaire. De fait, ces instituteurs sont héritiers et/ou propriétaires avant d'être instituteurs et la double ou triple activité –essentiellement masculine– explique tant le fort absentéisme existant dans la profession que l'accumulation assez importante constatée dans les foyers où travaille un instituteur. S'ils retracent leurs propres biographies en dépeignant leurs qualités "inscrites" dès l'origine ("... être instituteur est un engagement –*compromiso*– vis-à-vis de mes idées sur l'enseignement: il faut montrer aux nôtres l'exemple, combattre la paresse ..."), leur prosélytisme culturel (métis/Indien) et éthique (acharnement au travail/paresse) cache d'autant plus mal la rupture d'avec la communauté que celle-ci s'accompagne souvent d'agressivité, de déchirement et de la multiplication des signes cherchant à montrer la

I - Le bâti villageois		
Bâtiments	357	
Vides	-52	
Autres utilisations	-14	
Foyers visités	=291	
Habitants	1 403	4.82 / foyer
Sols en ciment	111	38.0%
Sols en terre	180	62.0%
Mur en bois ou en bambou	77	26.0%
Toit en carton	29	10.0%
Toit en ciment	44	15.0%
Plus de 3 pièces	80	27.5%
Télévision	28	10.0%
Maisons prêtées ou louées	24	8.0%

\* Présence d'une source de revenu non agricole dans 195 foyers, soit dans 67% des 291 foyers du noyau villageois.

Tableau récapitulatif de caractéristiques:  
I - Le bâti et II - La pluriactivité.

différence. Différence parfois redoublée par le décrochage plus ou moins prolongé du système des charges et du lourd fardeau des engagements et des alliances. Ce décrochage n'est pas l'apanage des instituteurs et l'adhésion au protestantisme, qui en est la forme la plus fréquente, est également la stratégie choisie par d'autres "prétendants" à l'accumulation: commerçants, artisans (cas de menuisiers...). Pour les instituteurs toutefois, la rupture n'est pas simplement l'adhésion à une éthique protestante, cachant mal une stratégie d'ascension sociale comme le montrent les retours fréquents au catholicisme et à une reprise des échanges sociaux redevenus indispensables une fois le décollage économique effectué, elle est aussi fortement liée à un passage plus ou moins long au sein de la société dominante. Un passage qui alimente le rejet de la culture locale dont il est important de se démarquer, et que l'on retrouve encore à travers les formes de l'habitat: apparition systématique de fenêtres, de petites terrasses et de balustrades, mais aussi de postes de télévision significatifs du lien avec l'autre culture. Tout cela est bien entendu

II - La pluriactivité: les sources de revenus non agricoles*				
Catégories	Personnes	Foyers	% nombre de foyers	
Artisanat	85	67	23	Comprenant tressage de fibres de bois (pour le <i>huacal</i> traditionnel -berceau que l'on porte dans le dos- et ses dérivés actuels pour le marché touristique) et tissage ( <i>huipil</i> , <i>blusas</i> ...).
Petits services	71	56	19	Livraison de bois ( <i>leñar</i> ), aide familiale, guérisseur, couturier(e), ménagère, charpentier, musicien, danseur, coiffeur, chasseur professionnel, maréchal-ferrant, électricien, plombier, manutention occasionnelle à Cuetzalan, aide jardin d'enfants, aide clinique rurale, autres petits salaires des organisations de l'équipe (ONG).
Maçonnerie	46	43	15	
Commerce	27	25	9	
Artisan - commerçant	11	10	3	Boulangier, meunier ( <i>molino</i> ), menuisier.
Salariés (dont les instituteurs)	73 (28)	66 (24)	23 (8)	Magasinier, employé de coopérative, technicien INI, secrétaire INMECAFE, promoteur INEA, alphabétiseur INEA, chauffeur CONASUPO, opérateur COPLAMAR, clerc en ville, manutentionnaire COPLAMAR, instituteur, professeur.
Fabrique d'agglomérés	3	3	1	

rendu possible par une certaine aisance financière. D'autres emplois trouvent leur origine dans l'émigration temporaire: c'est le cas par exemple de la plupart des menuisiers dont le savoir-faire a été acquis lors d'une incarcération.

À dire vrai, pour un nombre grandissant de familles, parmi les plus aisées, la "croissance" de la famille passe de plus en plus souvent par une accumulation de type scolaire. La scolarisation des enfants au-delà de la scolarité obligatoire -collège- mais aussi depuis peu, la possibilité pour certains d'envoyer leurs enfants dans les lycées et même au-delà<sup>5</sup> est un choix explicite de reproduction en